



## REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

### **Nombre de conseillers en exercice : 33**

L'an deux mille vingt cinq, le quinze décembre à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 9 décembre 2025 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

### **Présent(e)s : 29**

Jérôme DUBOST, Fabienne MALANDAIN, Nicolas SAJOUS, Agnès SIBILLE, Eric LE FEVRE, Pascale GALAIS, Yannick LE COQ, Christel BOUBERT, Sylvain CORNETTE, Véronique BLONDEL, Gilles BELLIERE, Patrick DENISE, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Isabelle NOTHEAUX, Aurélien LECACHEUR, Édith LEROUX, Nicolas BERTIN, Isabelle CREVEL, Thierry GOUMENT, Jean-Luc HEBERT, Andrée BAR, Romain DELAMARE, Aliké PERENDOUKOU, Philippe QUERNE, Virginie VANDAELE, Laurent GILLE, Virginie LAMBERT, Nicole LANGLOIS, Arnaud LECLERRE

### **Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 3**

Jean-Pierre LAURENT donne pouvoir à Jérôme DUBOST  
Corinne CHOUQUET donne pouvoir à Laurent GILLE  
Agnès MONTRICHARD donne pouvoir à Arnaud LECLERRE

### **Excusé(e)s / Absent(e)s : 1**

Damien GUILLARD

### **Secrétaire de séance**

Romain DELAMARE est désigné Secrétaire de séance

# CONSEIL MUNICIPAL du 15 décembre 2025

**M\_DL251215\_221**

## FINANCES - VOTE D'UNE SUBVENTION 2026 AU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE ET REFACTURATIONS DES CHARGES INHÉRENTES AU CCAS ET SUPPORTÉES PAR LE BUDGET PRINCIPAL DE LA VILLE

**M. Eric LE FEVRE, Adjoint au Maire** - Le Centre Communal d'Action Sociale est un établissement public administratif chargé de piloter et de coordonner l'action sociale municipale de Montivilliers. Afin d'assurer la continuité de ses missions et d'équilibrer son budget de fonctionnement, la Ville évalue et verse annuellement une subvention de fonctionnement.

Le rôle du CCAS de Montivilliers est de mettre en lien les personnes âgées avec les prestations sociales locales qui peuvent leur être utiles, notamment l'hébergement et la restauration par le biais des résidences autonomie. La ville maintient son soutien au CCAS, dont l'activité est élémentaire dans les réponses à apporter aux familles Montivillonnaises.

Dans l'attente d'une nouvelle convention entre la Ville de Montivilliers et le CCAS, il est proposé de faire perdurer les pratiques de l'ancienne convention actée par la délibération n° 23 du Conseil Municipal du 14 décembre 2015.

**Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :**

### LE CONSEIL MUNICIPAL,

- VU** le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.2121-29 ;
- VU** le code de l'action sociale et des familles ;
- VU** le budget primitif de l'exercice 2026 ;
- VU** la commission Finances du 21 novembre 2025 portant sur le rapport d'orientations budgétaires ;
- VU** la délibération M\_DL251124\_190 et le rapport sur les orientations budgétaires du 24 novembre 2025 ;

### CONSIDÉRANT

- Que le Centre Communal d'Action Sociale met en œuvre la politique sociale de la commune en direction des habitants ;
- Que le montant de la subvention annuelle est déterminé pour assurer l'équilibre du budget du CCAS ;
- Que la ville supporte des charges inhérentes au CCAS.

**Sa commission Finances réunie le 11 décembre 2025, consultée ;**

**VU** le rapport de Monsieur **Eric LE FEVRE**, Adjoint au Maire en charge des Finances, des Marchés publics et des Grands Projets ;

**Après en avoir délibéré,**

### DÉCIDE

- **D'attribuer**, pour 2026, une subvention au Centre Communal d'Action Sociale pour un montant maximum de 1 750 000,00 €
- **De refacturer**, pour 2026 au CCAS les charges supportées par le budget principal de la commune à savoir :

*La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*

- La masse salariale tant du CCAS que des résidences autonomie estimée au BP 2026 à 1 230 000 € (montant définitif qui sera acté sur un état récapitulatif établi par la Ville)
- La fourniture de repas aux résidences autonomie estimée au BP 2026 à 120 000 € (montant définitif qui sera acté sur un état récapitulatif établi par la Ville)
- Les frais des moyens des ressources hors masse salariale estimés au BP 2026 à 150 000 € (montant définitif qui sera acté sur un état récapitulatif établi par la Ville)

**Imputations budgétaires**

Exercice 2026

Budget principal

Sous-fonction et rubriques : 420

Nature et intitulé : 657362

Montant de la dépense : 1 750 000 €

**Imputations budgétaires**

Exercice 2026

Budget principal

Sous-fonction et rubriques : 420

Nature et intitulé : 70841

Montant de la recette : 1 230 000 €

**Imputations budgétaires**

Exercice 2026

Budget principal

Sous-fonction et rubriques : 4238

Nature et intitulé : 7067

Montant de la recette : 120 000 €

**Imputations budgétaires**

Exercice 2026

Budget principal

Sous-fonction et rubriques : 420

Nature et intitulé : 70873

Montant de la recette : 150 000 €

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.**

Pour : 30

Contre : 0

Abstention : 2

Corinne CHOUQUET, Laurent GILLE

*Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.*

*Pour extrait conforme au registre dûment signé.*

